

— een tweede schijf, die wordt geconditioneerd door de verkrijging van een stedenbouwkundige vergunning, voor een bedrag dat overeenstemt met € 30 per bruto m<sup>2</sup> woning op basis van een verklaring van schuldvordering die uiterlijk drie maanden na de verkrijging van deze stedenbouwkundige vergunning en vóór 1 april 2016 moet worden ingediend; het bedrag van deze schijf zal echter beperkt zijn tot het saldo van het vastgelegde bedrag;

— een derde schijf, die wordt geconditioneerd door de verkoop van de woningen aan een maximale prijs van € 2.500 per bruto bovengrondse m<sup>2</sup> inclusief btw of door hun inbeheername door een sociaal verhuurkantoor, voor een bedrag dat overeenstemt met € 40 per bruto m<sup>2</sup> woning, op basis van een verklaring van schuldvordering die uiterlijk op 1 april 2018 moet worden ingediend; het bedrag van deze schijf zal echter beperkt zijn tot het saldo van het vastgelegde bedrag.”

**Art. 2.** De Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid Huisvesting behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 24 april 2014.

Voor de Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid, Ontwikkelingssamenwerking, Gewestelijk Statistiek,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding, Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

— une deuxième tranche, conditionnée par l'obtention du permis d'urbanisme, d'un montant équivalent à € 30 par m<sup>2</sup> brut de logement, sur base d'une déclaration de créance à introduire au plus tard trois mois après l'obtention de ce permis d'urbanisme et avant le 1<sup>er</sup> avril 2016; le montant de cette tranche sera néanmoins limité au solde du montant engagé;

— une troisième tranche, conditionnée par la vente des logements au prix maximal de € 2.500 par m<sup>2</sup> brut hors sol, T.V.A. comprise, ou par leur prise en gestion par une agence immobilière sociale, d'un montant équivalent à € 40 par m<sup>2</sup> brut de logement, sur base d'une déclaration de créance à introduire au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2018; le montant de cette tranche sera néanmoins limité au solde du montant engagé. »

**Art. 2.** Le Secrétaire d'Etat qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement, de la Statistique régionale,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie, de l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2014/31213]

**13 FEVRIER 2014. — Arrêté 2012/1323 du Collège de la Commission communautaire française fixant les formations spécifiques permettant l'accès aux fonctions de promotion et de sélection du personnel enseignant non subventionné de la Commission communautaire française**

Le Collège,

Vu les articles 136, 163 et 166 de la Constitution;

Vu l'arrêté 2008/695 du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 fixant le statut de certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française ne relevant ni du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ni du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

Vu l'arrêté 2008/696 du Collège de la Commission communautaire française du 17 décembre 2009 fixant les normes d'encadrement des établissements scolaires de la Commission communautaire française pour le personnel enseignant non subventionné;

Considérant les exigences requises par les articles 30 (6<sup>e</sup>) et 38 (5<sup>e</sup>) de l'arrêté 2008/695 du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 qui stipulent que, pour pouvoir répondre à des fonctions de promotion ou de sélection, l'agent doit « avoir suivi au préalable une formation spécifique, déterminée par le pouvoir organisateur et sanctionnée par un certificat de réussite »;

Considérant l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté 2008/696 du Collège de la Commission communautaire française du 17 décembre 2009 qui stipule l'existence de fonctions de promotion et de sélection pour le cadre du personnel enseignant non subventionné des établissements scolaires de la Commission communautaire française;

Considérant que les fonctions d'Inspecteur/trice pédagogique, d'Administrateur/trice d'internat et d'Administrateur/trice sont reprises comme fonctions de promotion;

Considérant que les fonctions d'Eduteur/trice chef et de Responsable du restaurant d'application du CERIA sont reprises comme fonctions de sélection;

Considérant qu'il y a lieu de définir les formations nécessaires pour accéder à ces fonctions de promotion et de sélection;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de l'Enseignement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Collège de la Commission communautaire française fixe les formations spécifiques annexées au présent arrêté permettant l'accès aux fonctions de promotion et de sélection du personnel enseignant non-subventionné de la Commission communautaire française.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en application le 13 février 2014.

**Art. 3.** Le Membre du Collège compétent pour l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 février 2014.

Pour le Collège :

C. DOULKERIDIS,

Président du Collège en charge de l'Enseignement

Vu pour être annexé à l'arrêté 2012/1323 du Collège de la Commission communautaire française fixant les formations spécifiques permettant l'accès aux fonctions de promotion et de sélection du personnel enseignant non subventionné de la Commission communautaire française

#### I/ DEFINITION

Arrêté 2008/695 : l'arrêté du 28 mai 2009 du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut de certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française ne relevant ni du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ni du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

Arrêté 2008/696 : l'arrêté du 17 décembre 2009 du Collège de la Commission communautaire française fixant les normes d'encadrement des établissements scolaires de la Commission communautaire française pour le personnel enseignant non subventionné.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté 2008/696, il faut entendre par :

- fonctions de promotion : les fonctions d'inspecteur/trice pédagogique, d'administrateur/trice d'internat et d'administrateur/trice;

- fonctions de sélection : les fonctions de coordinateur/trice, d'éducateur/trice chef et de responsable du restaurant d'application du CERIA.

Les profils liés à ces fonctions sont repris par les articles 3 à 7 de l'arrêté 2008/696

Conformément aux articles 30, 6° et 38, 5° de l'arrêté 2008/695, pour être nommé à ces fonctions, les candidats doivent suivre une formation spécifique sanctionnée par un certificat de réussite. Les programmes des cours à suivre dans le cadre de ces différentes fonctions sont repris ci-après.

Chaque module de cours réussi ne doit plus être représenté.

#### II/ Fonctions de promotion

1. Programme des cours à l'attention d'Inspecteur/trice pédagogique (Barème 507)

Cette formation devra globaliser 124 périodes réparties suivant les thématiques ci-dessous :

A. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES – Cours globalisant 18 périodes

B. METHODOLOGIE SPECIFIQUE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES POUR les enseignements secondaire de plein exercice et spécialisé – Cours globalisant 24 périodes

C. GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, AMINISTRATIFS ET STATUTAIRES – Cours globalisant 28 périodes

D. METHODOLOGIE SPECIFIQUE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, ADMINISTRATIONNATIFS ET STATUTAIRES POUR les enseignements secondaire de plein exercice et spécialisé – Cours globalisant 24 périodes

E. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS RELATIONNELS – Cours globalisant 30 périodes

2. Programme des cours à l'attention d'Administrateur/trice d'internat (Barème 164)

Cette formation devra globaliser 100 périodes réparties suivant les thématiques ci-dessous :

A. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES – Cours globalisant 18 périodes

B. METHODOLOGIE SPECIFIQUE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES (Enseignement secondaire de plein exercice) – Cours globalisant 12 périodes

C. GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, ADMINISTRATIONNATIFS ET STATUTAIRES – Cours globalisant 28 périodes

D. METHODOLOGIE SPECIFIQUE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, ADMINISTRATIONNATIFS ET STATUTAIRES (Enseignement secondaire de plein exercice) – Cours globalisant 12 périodes

E. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS RELATIONNELS – Cours globalisant 30 périodes

3. Programme des cours à l'attention d'Administrateur/trice (Barème 164)

Cette formation devra globaliser 100 périodes réparties suivant les thématiques ci-dessous :

A. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES – Cours globalisant 18 périodes

B. METHODOLOGIE SPECIFIQUE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES (Enseignement spécialisé) – Cours globalisant 12 périodes

C. GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, AMINISTRATIFS ET STATUTAIRES – Cours globalisant 28 périodes

D. METHODOLOGIE SPECIFIQUE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, ADMINISTRATIFS ET STATUTAIRES (Enseignement spécialisé) – Cours globalisant 12 périodes

E. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS RELATIONNELS – Cours globalisant 30 périodes

III/ Fonctions de sélection

4. Programme des cours à l'attention d'Éducateur/trice chef (Barème 231)

Cette formation devra globaliser 50 périodes réparties suivant les thématiques ci-dessous :

A. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE – Cours globalisant 30 périodes

B. GESTION SCOLAIRE SPECIFIQUE A LA FONCTION (Secrétaire de direction) – Cours globalisant 20 périodes

5. Programme des cours à l'attention du Responsable du restaurant d'application du CERIA (Barème 231)

Cette formation devra globaliser 50 périodes réparties suivant les thématiques ci-dessous :

A. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS PEDAGOGIQUES – Cours globalisant 18 périodes

B. GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS LEGISLATIFS, ADMINISTRATIFS ET STATUTAIRES A L'ATTENTION DES CHEFS D'ATELIER ET CHEFS DE TRAVAUX D'ATELIER – Cours globalisant 20 périodes

C. METHODOLOGIE DE LA GESTION SCOLAIRE DANS SES ASPECTS RELATIONNELS – Cours globalisant 12 périodes

Bruxelles, le 13 février 2014.

Pour le Collège :

C. DOULKERIDIS,

Président du Collège en charge de l'Enseignement

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31213]

**13 FEBRUARI 2014. — Besluit 2012/1323 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de specifieke opleidingen die toegang geven tot de bevorderings- en selectieambten van het niet gesubsidieerd onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College,

Gelet op de artikelen 136, 163 et 166 van de Grondwet;

Gelet op het besluit 2008/695 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 tot vastlegging van het statuut van een aantal categorieën van personeelsleden van het door de Franse Gemeenschapscommissie georganiseerde onderwijs dat noch van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs afhangt noch van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd technische personeel van de officieel gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het besluit 2008/696 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 2009 tot vaststelling van de omkaderingsnormen van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor het niet gesubsidieerd onderwijzend personeel;

Overwegende de eisen die gesteld worden in de artikelen 30 (6°) en 38 (5°) van het besluit 2008/695 van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 die stellen dat, om aan de voorwaarden van bevorderings- of selectieambten te voldoen, het personeelslid "vooraf een specifieke opleiding [moet] gevolgd hebben, die door de inrichtende macht bepaald is en gestaafd wordt door een attest van welslagen";

Overwegende artikel 1, § 1 van het besluit 2008/696 van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 2009 dat het bestaan bepaalt van bevorderings- en selectieambten voor het kader van het niet gesubsidieerd onderwijzend personeel van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de ambten van pedagogisch Inspecteur/-trice, Beheerder/-ster internaat en Beheerder/-ster opgenomen werden als bevorderingsambten;

Overwegende dat de ambten van Hoofdopvoeder/-ster en Verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA opgenomen werden als selectieambten;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de opleidingen te definiëren die nodig zijn om toegang te krijgen tot deze bevorderings- en selectieambten;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Onderwijs,

Besluit :

**Artikel 1.** Het College van de Franstalige Gemeenschapscommissie legt de specifieke opleidingen vast die in bijlage van dit besluit toegevoegd werden en die toegang geven tot de bevorderings- en selectieambten van het niet gesubsidieerd onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 13 februari 2014.

**Art. 3.** Het Lid van het College bevoegd voor Onderwijs wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.  
Brussel, 13 februari 2014.

Voor het College :

C. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College belast met Onderwijs

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2012/1323 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de specifieke opleidingen die toegang geven tot de bevorderings- en selectieambten van het niet gesubsidieerd onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschapscommissie

#### I/DEFINITIE

Besluit 2008/695: het besluit van 28 mei 2009 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vastlegging van het statuut van een aantal categorieën van personeelsleden van het door de Franse Gemeenschapscommissie georganiseerde onderwijs dat noch van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs afhangt noch van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerde technische personeel van de officieel gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Besluit 2008/696: het besluit van 17 december 2009 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de omkaderingsnormen van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor het niet gesubsidieerde onderwijzend personeel.

Overeenkomstig artikel 2 van het besluit 2008/696 dient te worden verstaan onder :

– bevorderingsambten : de ambten van pedagogisch inspecteur/-trice, beheerder/-ster internaat en beheerder/-ster;

– selectieambten : de ambten van coördinator/-trice, hoofdopvoeder/-ster en verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA.

De aan deze ambten gelinkte profielen zijn opgenomen in de artikelen 3 tot 7 van het besluit 2008/696

Overeenkomstig de artikelen 30, 6° en 38, 5° van het besluit 2008/695, om benoemd te worden in deze ambten, dienen de kandidaten een specifieke opleiding te volgen die gestaafd wordt door een attest van wetslagen. De programma's van de lessen die moeten gevolgd worden in het kader van deze verschillende ambten worden hierna verder toegelicht.

Elke lesmodule waarvoor men geslaagd is moet niet meer bijgewoond worden.

#### II/BEVORDERINGSAMBTEN

1. Lessenprogramma voor pedagogisch Inspecteur/-trice (Barema 507)

Deze opleiding zal 124 uren omvatten die onderverdeeld worden op basis van de volgende thema's :

A. PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE IN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 18 uren

B. SPECIFIEKE PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID VOOR HET VOLTIJDS EN GESPECIALISEERD SECUNDAIR ONDERWIJS – Cursus met 24 uren

C. WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 28 uren

D. SPECIFIEKE WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN DE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID VOOR HET VOLTIJDS EN GESPECIALISEERD SECUNDAIRE ONDERWIJS – Cursus met 24 uren

E. RELATIONELE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 30 uren

2. Lessenprogramma voor Beheerder/-ster internaat (Barema 164)

Deze opleiding zal 100 uren omvatten die onderverdeeld worden op basis van de volgende thema's :

A. PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE IN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 18 uren

B. SPECIFIEKE PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID (Voltijds secundair onderwijs) – Cursus met 12 uren

C. WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 28 uren

D. SPECIFIEKE WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN DE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID (Voltijds secundair onderwijs) – Cursus met 12 uren

E. RELATIONELE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 30 uren

3. Lessenprogramma voor Beheerder/-ster (Barema 164)

Deze opleiding zal 100 uren omvatten die onderverdeeld worden op basis van de volgende thema's :

A. PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE IN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 18 uren

B. SPECIFIEKE PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID (Gespecialiseerd onderwijs) – Cursus met 12 uren

C. WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 28 uren

D. SPECIFIEKE WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN DE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID (Gespecialiseerd onderwijs) – Cursus met 12 uren

E. RELATIONELE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 30 uren

#### III/ SELECTIEAMBTEN

4. Lessenprogramma voor Hoofdopvoeder/-ster (Barema 231)

Deze opleiding zal 50 uren omvatten die onderverdeeld worden op basis van de volgende thema's :

A. METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 30 uren

B. SCHOOLBELEID EIGEN AAN DE FUNCTIE (Directiesecretaresse) – Cursus met 20 uren

5. Lessenprogramma voor Verantwoordelijke van het praktijkrestaurant van het CERIA (Barema 231)

Deze opleiding zal 50 uren omvatten die onderverdeeld worden op basis van de volgende thema's :

A. PEDAGOGISCHE METHODOLOGIE IN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 18 uren

B. WETTELIJKE, ADMINISTRATIEVE EN STATUTAIRE ASPECTEN VAN HET SCHOOLBELEID VOOR DE HOOFD ATELIER EN DE HOOFD ATELIERWERKZAAMHEDEN – Cursus met 20 uren

C. RELATIONELE ASPECTEN VAN DE METHODOLOGIE VAN HET SCHOOLBELEID – Cursus met 12 uren

Brussel, 13 februari 2014.

Voor het College :

Christos DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College bevoegd voor Onderwijs